



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 53.084/2
du 15 avril 2013

sur

un avant-projet d'ordonnance
'portant assentiment à l'Accord
de Partenariat et de
Coopération entre l'Union
européenne et ses États
membres, d'une part, et la
République d'Iraq, d'autre
part, fait à Bruxelles le
11 mai 2012'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 53.084/2
van 15 april 2013

over

een voorontwerp van
ordonnantie 'houdende
instemming met de
Partnerschaps- en
Samenwerkings-overeenkomst
tussen Europese Unie en haar
lidstaten, enerzijds, en de
Republiek Irak, anderzijds,
gedaan te Brussel op
11 mei 2012'

Le 20 mars 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par les Ministres, membres du Collège de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, compétents pour les Relations extérieures à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance 'portant assentiment à l'Accord de Partenariat et de Coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Iraq, d'autre part, fait à Bruxelles le 11 mai 2012'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 15 avril 2013. La chambre était composée de Yves KREINS, président de chambre, Pierre VANDERNOOT et Martine BAGUET, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Wanda VOGEL, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 15 avril 2013.

*

Op 20 maart 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Ministers, leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad bevoegd voor het Externe Betrekkingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'houdende instemming met de Partnerschaps- en Samenwerkings-overeenkomst tussen Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Republiek Irak, anderzijds, gedaan te Brussel op 11 mei 2012'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 15 april 2013. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, kamervoorzitter, Pierre VANDERNOOT en Martine BAGUET, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Wanda VOGEL, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 15 april 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1.1. L'accord de partenariat et de coopération comporte, en son article 119, une « clause évolutive ».

Le paragraphe 2 de l'article 119, deuxième phrase, dispose :

« Tout élargissement du champ d'application de la coopération dans le cadre du présent accord sera décidé par le Conseil de coopération ».

La rédaction de cette disposition ouvre deux lectures possibles.

1.2. Soit elle vise à conférer au Conseil de coopération la compétence de décider s'il formule, conformément à l'article 111, paragraphe 1^{er}, de l'accord, une recommandation qu'il adresse aux deux parties les invitant à conclure un nouvel accord de coopération et de partenariat élargissant le champ d'application de la coopération telle qu'existante.

La disposition n'appelle, dans cette hypothèse, aucune observation. En effet, les modifications qui seront apportées ultérieurement au champ d'application de l'accord devront, conformément à l'article 167 de la Constitution, être soumises à l'assentiment de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale pour pouvoir sortir leurs pleins et entiers effets dans l'ordre juridique belge.

1.3. Soit elle a pour objet d'accorder au Conseil de coopération le pouvoir de décider lui-même de l'élargissement du champ d'application de la coopération telle qu'existante. Dans ce cas, cette disposition appelle l'observation suivante.

Certes, ainsi que la section de législation du Conseil d'État l'a déjà souligné par le passé, il n'est pas impossible pour le législateur de porter assentiment à des modifications futures d'un traité international, pour autant que certaines conditions soient remplies. Comme l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État l'a notamment observé à l'occasion du traité de Lisbonne :

« Ces dispositions contiennent une délégation de pouvoirs à des organes européens pour modifier un certain nombre de dispositions, sans l'approbation des États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. La Belgique et ses entités fédérées pourraient donc être liées par une modification du Traité sans que les assemblées législatives compétentes y aient donné expressément leur assentiment ¹. Le fait que, le cas

¹ Note de bas de page 57 de l'avis cité : Voir les textes applicables sous le n° 23 [...].

échéant, les décisions du Conseil européen ou du Conseil doivent être prises à l'unanimité ne change rien à cette constatation².

Tant la Cour de cassation³ que la section de législation du Conseil d'État⁴ admettent que, dans certaines conditions, les Chambres législatives peuvent donner leur assentiment préalable à un traité ou à une modification à celui-ci. Pour qu'un tel assentiment préalable soit compatible avec l'article 167, §§ 2 à 4, de la Constitution et avec l'article 16 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, deux conditions doivent être réunies : il faut que les Chambres législatives et, le cas échéant, les Parlements des communautés et des régions connaissent les limites des futures modifications⁵ et qu'ils indiquent expressément qu'ils donnent leur assentiment à ces modifications⁶.

Les termes « élargissement du champ d'application de la coopération », figurant à l'article 119, paragraphe 2, deuxième phrase, de l'accord, manquent toutefois de la précision suffisante pour permettre de considérer la disposition comme admissible au regard des principes pré-rappelés.

Dès lors, si cette seconde lecture correspond à la volonté des parties à l'accord, l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale ne peut être invitée à donner son assentiment à l'article 119, paragraphe 2, deuxième phrase, de cet accord dans la mesure où il constituerait un assentiment préalable à d'éventuels amendements qui lui seraient ultérieurement apportés par le Conseil de coopération.

2. L'article 123 de l'accord précise que celui-ci est rédigé dans plusieurs langues, dont le français et le néerlandais, chacun de ces textes faisant également foi.

En vertu de la deuxième phrase de cette disposition, « [e]n cas de divergence, il est fait référence à la langue dans laquelle le présent accord a été négocié, à savoir l'anglais ».

² *Note de bas de page 58 de l'avis cité* : La plupart des « clauses-passerelle » prévoient que les décisions sont prises à l'unanimité. Tel n'est toutefois pas le cas des décisions envisagées par les articles 98, 107, paragraphe 2, c), 129, paragraphe 3, 281, deuxième alinéa, et 300, paragraphe 5, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

³ *Note de bas de page 59 de l'avis cité* : Cass., 19 mars 1981, *Pas.*, 1981, I, n° 417 ; *J.T.*, 1982, 565, et la note de J. VERHOEVEN ; Cass., 2 mai 2002, n° C.99.0518.N.

⁴ *Note de bas de page 60 de l'avis cité* : Voir notamment l'avis n° 33.510/3 du 28 mai 2002 sur l'avant-projet devenu la loi du 17 décembre 2002 'portant assentiment à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, et aux annexes I et II, faites à Aarhus le 25 juin 1998' (*Doc. parl.*, Sénat, 2001-2002, n° 2-1235/1, p. 48) ; l'avis n° 35.792/2/V du 20 août 2003 sur l'avant-projet devenu le décret du 27 novembre 2003 'portant assentiment à la Convention sur les polluants organiques persistants, faite à Stockholm, le 22 mai 2001, ainsi qu'à ses annexes' (*Doc. parl.*, C.R.W., 2003/2004, n° 575/1, p. 10) ; l'avis n° 36.170/1 du 11 décembre 2003 sur l'avant-projet de loi 'portant assentiment à la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République de Croatie, signée à Bruxelles le 31 octobre 2001' (*Doc. parl.*, Sénat, 2004-2005, n° 957/1).

⁵ *Note de bas de page 61 de l'avis cité* : Voir notamment les avis cités dans la note précédente.

⁶ Avis 44.028/AG du 29 janvier 2008 sur un avant-projet devenu la loi du 19 juin 2008 'portant assentiment au Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne, et à l'Acte final, faits à Lisbonne le 13 décembre 2007', observation 28, pp. 355 et 356 (*Doc. parl.*, Sénat, n° 568/1, pp. 334-371) ; voir également l'avis 51.151/VR donné le 3 avril 2012 sur un avant-projet devenu la loi du 20 juin 2012 'portant assentiment au Traité instituant le Mécanisme européen de Stabilité (MES), signé à Bruxelles le 2 février 2012' (*Doc. parl.*, Sénat, session 2011-2012, n° 5-1598/1, pp. 38 à 42), sous « Observations générales », le point 1.2.

Il est dès lors recommandé de soumettre à la fois les textes français, néerlandais et anglais de l'accord à l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale afin que ses membres soient parfaitement informés de la portée exacte des dispositions conventionnelles.

3. Dans l'avis 44.028/AG donné le 29 janvier 2008 sur un avant-projet devenu la loi du 19 juin 2008 'portant assentiment au Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne, et à l'Acte final, faits à Lisbonne le 13 décembre 2007', la section de législation du Conseil d'État a souligné ce qui suit :

« 43. Sous la signature du Premier Ministre et du Ministre des Affaires étrangères sous le Traité et l'Acte final figure la formule suivante :

'Deze handtekening verbindt eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Cette signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

Diese Unterschrift bindet zugleich die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt'.

Ces formulations doivent s'entendre comme engageant également la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale puisqu'en exécution de l'article 138 de la Constitution, elle exerce des compétences de la Communauté française. Par souci de sécurité juridique, il eût été néanmoins préférable que sa mention expresse en ait été faite dans la formule citée »⁷.

La même observation vaut en l'espèce pour la formule de signature de l'accord auquel il est envisagé de donner assentiment.

⁷ Voir cet avis, point VI « La formule de signature du Traité et de l'Acte final », et voir l'avis 51.326/VR donné le 5 juin 2012 sur un avant-projet devenu le décret de la Communauté germanophone du 22 octobre 2012 'portant assentiment au Traité entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovaquie, la République de Finlande, le Royaume de Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Croatie relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne et l'Acte final, signés à Bruxelles le 9 décembre 2011'.

OBSERVATION PARTICULIÈREIntitulé

La version française de l'intitulé sera rédigée comme suit :

« Avant-projet d'ordonnance portant assentiment à l'accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Iraq, d'autre part, fait à Bruxelles, le 11 mai 2012 ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1.1. Artikel 119 van de partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst bevat een “clausule betreffende de evolutie van deze overeenkomst”.

De tweede zin van lid 2 van artikel 119 luidt als volgt:

“Over elke uitbreiding van de samenwerking in het kader van deze overeenkomst wordt beslist in de samenwerkingsraad”.

Zoals de bepaling thans is gesteld, kan ze op twee verschillende manieren geïnterpreteerd worden.

1.2. Ofwel strekt ze ertoe de samenwerkingsraad de bevoegdheid te verlenen om te beslissen of deze overeenkomstig artikel 111, lid 1, van de overeenkomst een aanbeveling formuleert die hij aan de twee partijen bezorgt met het verzoek een nieuwe partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst te sluiten waarbij het toepassingsgebied van de thans geldende samenwerking wordt uitgebreid.

In dat geval behoort bij de bepaling geen enkele opmerking te worden geformuleerd. De wijzigingen die in een later stadium aangebracht worden in het toepassingsgebied van de overeenkomst zullen immers overeenkomstig artikel 167 van de Grondwet voor instemming voorgelegd moeten worden aan de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad teneinde volle uitwerking te hebben binnen de Belgische rechtsorde.

1.3. Ofwel strekt ze ertoe de samenwerkingsraad de bevoegdheid te verlenen om zelf te beslissen over de uitbreiding van het toepassingsgebied van de thans geldende samenwerking. In dat geval behoort over deze bepaling de volgende opmerking te worden geformuleerd.

Zoals de afdeling Wetgeving van de Raad van State in het verleden reeds onderstreept heeft, is het voor de wetgever weliswaar niet onmogelijk om met toekomstige wijzigingen van een internationaal verdrag in te stemmen, op voorwaarde dat aan bepaalde voorwaarden is voldaan. Zo heeft de algemene vergadering van de afdeling Wetgeving van de Raad van State in verband met het Verdrag van Lissabon inzonderheid het volgende opgemerkt:

“Bij deze bepalingen wordt aan Europese organen de bevoegdheid opgedragen om een aantal bepalingen te wijzigen zonder goedkeuring van de lidstaten overeenkomstig hun respectieve grondwettelijke bepalingen. België en de deelentiteiten ervan zouden dus

gebonden kunnen zijn door een wijziging van het Verdrag zonder dat de bevoegde wetgevende vergaderingen daar uitdrukkelijk mee hebben ingestemd.¹ De omstandigheid dat, desgevallend, de besluiten van de Europese Raad of van de Raad met eenparigheid van stemmen moeten worden genomen, doet niets af aan die vaststelling.²

Zowel het Hof van Cassatie³ als de afdeling Wetgeving van de Raad van State⁴ aanvaarden dat onder bepaalde voorwaarden de wetgevende vergaderingen vooraf kunnen instemmen met een verdrag of met een wijziging van een verdrag. Opdat zulke voorafgaande instemming verenigbaar zou zijn met artikel 167, §§ 2 tot 4, van de Grondwet en met artikel 16 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, moet aan twee voorwaarden worden voldaan: het is vereist dat de Wetgevende Kamers en, in voorkomend geval, de Gemeenschaps- en Gewestparlementen de grenzen van de toekomstige wijzigingen kennen⁵ en dat ze uitdrukkelijk aangeven dat ze met die wijzigingen instemmen⁶.

De bewoordingen “uitbreiding van de samenwerking” in artikel 119, lid 2, tweede zin, van de overeenkomst zijn evenwel niet voldoende duidelijk om ervan uit te kunnen gaan dat deze bepaling toelaatbaar is in het licht van de voornoemde beginselen.

Indien deze tweede lezing derhalve beantwoordt aan de bedoeling van de partijen bij de overeenkomst, kan de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad niet verzocht worden in te stemmen met artikel 119, lid 2, tweede zin, van deze overeenkomst, in zoverre het dan zou gaan om een voorafgaande instemming met mogelijke amendementen die in een later stadium daarin zouden worden aangebracht door de samenwerkingsraad.

¹ Voetnoot 57 van het geciteerde advies: Zie de toepasselijke teksten onder bovenvermeld nr. 24 [...].

² Voetnoot 58 van het geciteerde advies: De meeste “overbruggingsclausules” bepalen dat de besluiten met eenparigheid van stemmen worden vastgesteld. Dit is echter niet het geval met de besluiten waarvan sprake is in de artikelen 98, 107, lid 2, c), 129, lid 3, 281, tweede alinea, en 300, lid 5, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

³ Voetnoot 59 van het geciteerde advies: Cass., 19 maart 1981, *Arr. Cass.*, 1980-1981, 808; *J.T.*, 1982, 565, en noot J. VERHOEVEN; Cass., 2 mei 2002, nr. C.99.0518.N.

⁴ Voetnoot 60 van het geciteerde advies: Zie o.m. advies 33.510/3 van 28 mei 2002 over een voorontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan de wet van 17 december 2002 houdende instemming met het Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, en met de Bijlagen I en II, gedaan te Aarhus op 25 juni 1998 (*Parl.St.* Senaat, 2001-2002, nr. 2-1235/1, blz. 48); advies 35.792/2/V van 20 augustus 2003 over het voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van 27 november 2003 houdende instemming met het Verdrag inzake persistente organische verontreinigende stoffen, gesloten te Stockholm op 22 mei 2001, alsmede met de Bijlagen erbij (*Parl. St.* W.G.R., 2003/2004, nr. 575/1, blz. 10); advies 36.170/1 van 11 december 2003 over het voorontwerp van wet houdende instemming met de Overeenkomst betreffende de sociale zekerheid tussen het Koninkrijk België en de Republiek Kroatië, ondertekend te Brussel op 31 oktober 2001 (*Parl. St.* Senaat, 2004-2005, nr. 957/1).

⁵ Voetnoot 61 van het geciteerde advies: Zie inzonderheid de adviezen waarnaar in de vorige voetnoot wordt verwezen.

⁶ Advies 44.028/AV van 29 januari 2008 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 19 juni 2008 ‘houdende instemming met het Verdrag van Lissabon tot wijziging van het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, en met de Slotakte, gedaan te Lissabon op 13 december 2007’, opmerking 28, blz. 355 en 356 (*Parl.St.* Senaat 2007-08, nr. 568/1, 334-371); zie eveneens advies 51.151/VR, op 3 april 2012 gegeven over een voorontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot de wet van 20 juni 2012 ‘houdende instemming met het Verdrag tot instelling van het Europees Stabiliteitsmechanisme (ESM), ondertekend te Brussel op 2 februari 2012’ (*Parl.St.* Senaat 2011-2012, nr. 5-1598/1, 38 tot 42), onder “Algemene opmerkingen”, punt 1.2.

2. Artikel 123 van de overeenkomst preciseert dat deze opgesteld is in verschillende talen, waaronder het Nederlands en het Frans, waarbij elke taal gelijkelijk authentiek is.

Krachtens de tweede zin van deze bepaling wordt “in geval van tegenspraak [...] verwezen naar de taal waarin de overeenkomst is onderhandeld, met name het Engels”.

Het is derhalve aangewezen om zowel de Nederlandse, de Franse als de Engelse tekst van de overeenkomst voor te leggen aan de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad, zodat de leden ervan volledig op de hoogte kunnen zijn van de exacte draagwijdte van de bepalingen van die overeenkomst.

3. In advies 44.028/AV, op 29 januari 2008 gegeven over een voorontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot de wet van 19 juni 2008 ‘houdende instemming met het Verdrag van Lissabon tot wijziging van het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, en met de Slotakte, gedaan te Lissabon op 13 december 2007’, heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State het volgende benadrukt :

“43. Bij de handtekening die de Eerste Minister en de Minister van Buitenlandse Zaken onder het Verdrag en de Slotakte hebben geplaatst, staat de volgende vermelding:

‘Deze handtekening verbindt eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Cette signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

Diese Unterschrift bindet zugleich die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt.’.

Die bewoordingen moeten zo worden opgevat dat ze ook slaan op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aangezien die ter uitvoering van artikel 138 van de Grondwet bevoegdheden van de Franse Gemeenschap uitoefent. Met het oog op de rechtszekerheid was het echter beter geweest dat dit uitdrukkelijk in de aangehaalde formule was vermeld”.⁷

Dezelfde opmerking geldt *in casu* voor de formule van ondertekening van de overeenkomst waaraan instemming beoogt te worden gegeven.

⁷ Zie dat advies, punt VI, “Formule van ondertekening van het Verdrag en de Slotakte”, alsook advies 51.326/VR, op 5 juni 2012 gegeven over een voorontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 22 oktober 2012 ‘houdende instemming met het Verdrag tussen het Koninkrijk België, de Republiek Bulgarije, de Tsjechische Republiek, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Republiek Estland, de Helleense Republiek, het Koninkrijk Spanje, de Franse Republiek, Ierland, de Italiaanse Republiek, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, het Groothertogdom Luxemburg, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, het Koninkrijk der Nederlanden, de Republiek Oostenrijk, de Republiek Polen, de Portugese Republiek, Roemenië, de Republiek Slovenië, de Slowaakse Republiek, de Republiek Finland, het Koninkrijk Zweden, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland (lidstaten van de Europese Unie) en de Republiek Kroatië betreffende de toetreding van de Republiek Kroatië tot de Europese Unie en de Slotakte, gedaan te Brussel op 9 december 2011’.

BIJZONDERE OPMERKINGOpschrift

Het Franse opschrift dient als volgt te worden gesteld:

« Avant-projet d'ordonnance portant assentiment à l'accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Iraq, d'autre part, fait à Bruxelles, le 11 mai 2012 ».

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Yves KREINS